

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

ACCORD DU 12 AVRIL 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JUIN 2017
(AUVERGNE-RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1750554M
IDCC : 2609

Entre

SCOP BTP FLBA

FFB Auvergne-Rhône-Alpes

CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes

D'une part, et

SCB CFDT Auvergne

CFTC Auvergne

CGT Auvergne

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes

CFE-CGC BTP Auvergne-Rhône-Alpes

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 12 avril 2017 et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme avec un objectif de convergence dans le périmètre géographique de la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 2

Pour la région Auvergne-Rhône-Alpes dans les départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année à compter du 1^{er} juin 2017 comme suit :

(En euros.)

NIVEAU							
A	B	C	D	E	F	G	H
1 490,00	1 577,00	1 694,00	1 814,00	2 027,00	2 271,63	2 530,02	2 858,00

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Clermont-Ferrand, le 12 avril 2017.

(Suivent les signatures.)